

Conseil du Trésor et Ministère des Finances

Comptes rendus économique,
de la révision stratégique des
programmes et financier

Deuxième trimestre 2017–2018

**Comptes rendus économique, de la révision stratégique des programmes et financier
Deuxième trimestre 2017–2018**

Publié par :

Conseil du Trésor et Ministère des Finances
Gouvernement du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/finances

Novembre 2017

Traduction :

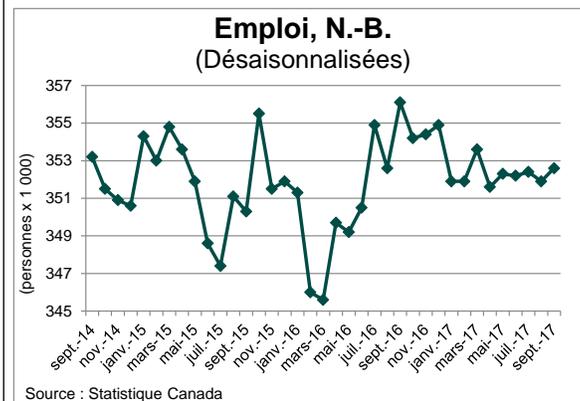
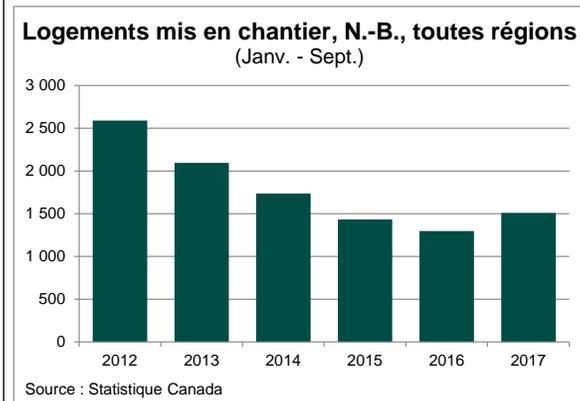
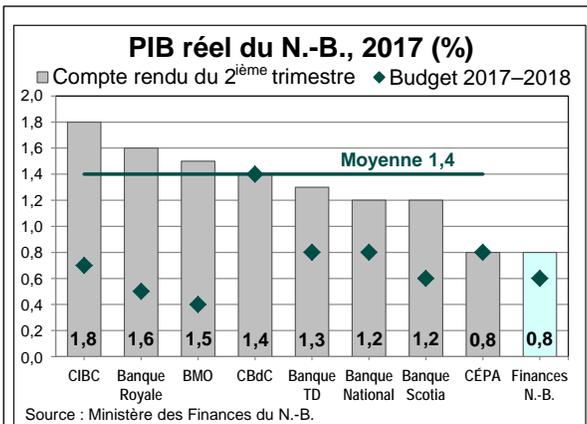
Bureau de traduction, Service Nouveau-Brunswick

ISBN 978-1-4605-1871-7



Pensez à recycler!

Compte rendu économique de 2017



Perspectives économiques du Nouveau-Brunswick			
	2015	2016	2017P
PIB réel	2,3	1,4	0,8
Dépenses de consommation finale des ménages	2,1	*2,7	2,5
Revenu primaire des ménages	3,0	*3,8	2,8
Emploi	-0,6	-0,1	0,4
Taux de chômage (%)	9,8	9,5	8,5
Indice des prix à la consommation	0,5	2,2	2,6

Sources : Statistique Canada, Ministère des Finances du N.-B.
P = Prévisions, * = Estimations
Variation en % sauf indication contraire

Basée sur les données disponibles dès le 27 octobre 2017

- Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance économique mondiale de 3,6 % en 2017, ce qui représente une légère amélioration par rapport aux dernières prévisions.

- Aux États-Unis, la croissance annualisée du PIB réel a atteint 3,1 % au deuxième trimestre. Les perspectives pour l'année entière en ce qui a trait à l'économie américaine demeurent cependant faibles, le FMI prévoyant une croissance de 2,2 % pour 2017.

- La Banque du Canada a revu à la hausse ses prévisions concernant l'économie canadienne et prévoit désormais une croissance de 3,1 % pour 2017. La croissance a été généralisée, s'étendant à l'ensemble des régions et des secteurs. La Banque prévoit que le rythme d'expansion rapide de la première moitié de 2017 fera place à une modération de l'activité économique pendant la deuxième moitié de l'année.

- Les perspectives du ministère des Finances en matière d'économie provinciale restent inchangées depuis la dernière mise à jour financière. Le PIB réel devrait progresser de 0,8 % en 2017. Le consensus des prévisionnistes du secteur privé a légèrement augmenté, faisant désormais état d'une croissance de 1,4 %.

- Les dépenses accrues des consommateurs ont contribué à la progression vigoureuse des ventes au détail qui ont enregistré à ce jour des hausses de 5,9 % pour la période de huit mois qui a pris fin en août.

- La croissance des exportations s'est modérée au cours des derniers mois, mais elle continue d'être encourageante, affichant des gains de 13,3 % depuis le début de l'année. Cette croissance est surtout alimentée par les produits de la mer et les produits dérivés du pétrole, qui ont tous deux progressé de plus de 20 %.

- À la fin du troisième trimestre, la croissance de l'emploi, qui s'établissait à 0,5 %, demeure positive. Le nombre d'emplois à temps plein a augmenté de 5 300, compensant les pertes d'emploi à temps partiel.

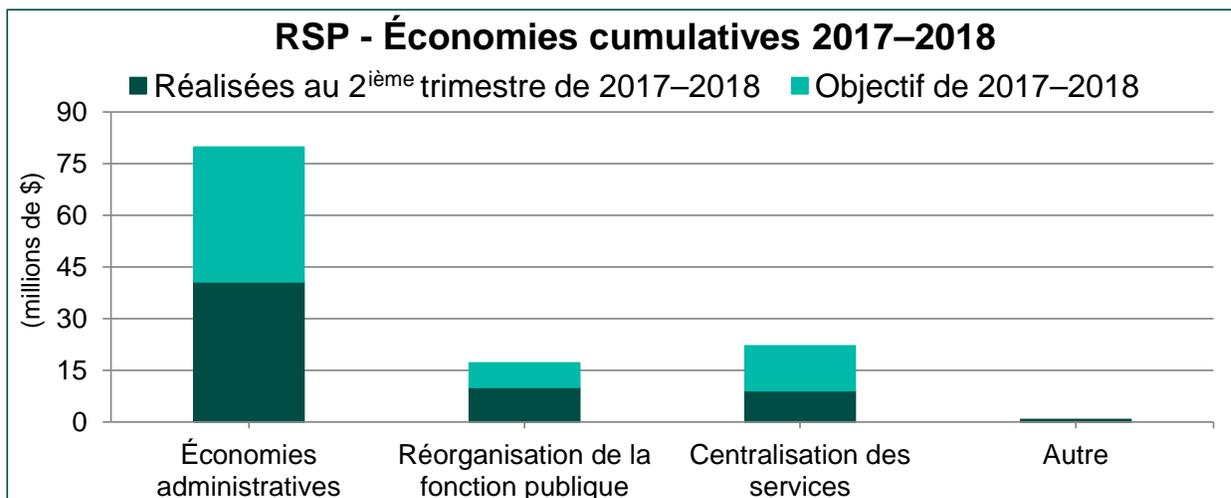
- Depuis le début de l'année, la rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 0,7 %, tombant en dessous du taux de croissance national de 1,6 %.

- Le nombre total de mises en chantier est en hausse de 16,2 % depuis le début de l'année, surtout par suite d'un accroissement des activités de construction de 21,1 % dans les centres urbains de la province.

Compte rendu de la révision stratégique des programmes

- La révision stratégique des programmes (RSP) était un processus inclusif et transparent grâce auquel nous avons sollicité les commentaires du public afin d'aider à trouver les économies et les recettes dans le but d'éliminer le déficit de la province.
- Selon les données du deuxième trimestre, les économies cumulées prévues d'ici le 31 mars 2018 s'élèveront à environ 203 millions de dollars. D'autres économies seront réalisées au fur et à mesure que les projets seront mis en œuvre.
- Le gouvernement est sur la bonne voie pour réaliser 86,5 % des économies cumulées de 235 millions de dollars qu'il vise pour l'exercice financier de 2017–2018. Les écarts importants comprennent ce qui suit :
 - Élimination de l'allocation de retraite pour les unités de négociation (18 millions de dollars en moins) : le gouvernement n'a pas le pouvoir constitutionnel d'éliminer cet avantage de façon unilatérale. Son mandat de négociation comprend plutôt des dispositions qui lui permettent d'offrir des augmentations supplémentaires de salaire en échange de l'élimination de cet avantage. Plusieurs syndicats ont accepté cette offre. Les grandes unités de négociation choisissent toutefois de maintenir l'avantage en négociant des ententes contractuelles.
 - Centralisation des services communs (9 millions de dollars en moins) : principalement dû à une double prise en compte des économies liées à l'approvisionnement au sein des initiatives du processus de RSP.
 - Éducation et Développement de la petite enfance (3,5 millions de dollars en moins) : le Nouveau-Brunswick a accueilli le plus grand nombre de réfugiés syriens par habitant parmi toutes les provinces. Par conséquent, la population étudiante est plus élevée que prévu et un nombre plus grand que prévu d'enseignants a été engagé en prévision des retraites.
- D'ici 2020, la révision stratégique des programmes devrait rapporter 296 millions de dollars en réduction des dépenses et 293 millions de dollars en mesures productrices de recettes, soit un montant total de 589 millions de dollars.

Révision stratégique des programmes – Prévisions du deuxième trimestre (en milliers de dollars)					
Initiatives axées sur les économies	Réalisations à ce jour 2017–2018	Objectif pour 2017–2018	Prévisions pour 2017–2018	Objectif pour 2020–2021	Prévisions pour 2020–2021
Économies (2015–2016)	115 200 \$	115 200 \$	115 200 \$	115 200 \$	115 200 \$
Économies administratives	40 680 \$	79 770 \$	56 823 \$	102 145 \$	102 145 \$
Réorganisation de la fonction publique	10 131 \$	17 199 \$	18 598 \$	24 959 \$	24 959 \$
Centralisation des services	9 115 \$	22 090 \$	12 032 \$	52 125 \$	52 125 \$
Autre	784 \$	743 \$	743 \$	1 262 \$	1 262 \$
Total	175 910 \$	235 002 \$	203 396 \$	295 691 \$	295 691 \$



- Économies administratives :** Voici certains des projets : administration du mandat fiscal municipal (2 millions de dollars), élimination du partage des recettes municipales provenant des amendes (1,5 million de dollars), normalisation des processus budgétaires (1,4 million de dollars) et conformité avec la politique de jours/lits vacants (800 000 \$). Grâce à des gains d'efficacité généraux réalisés au chapitre de l'administration, au moyen de mesures qui ont permis d'avoir le nombre idéal de lignes téléphoniques, d'ordinateurs et d'abonnements, et grâce à l'amélioration continue des processus, des économies de 35 millions de dollars ont été générées.
- Réorganisation de la fonction publique :** Voici certains des projets : réforme du ministère des Transports et de l'Infrastructure (6,5 millions de dollars) et redimensionnement de la fonction publique, notamment au moyen de la combinaison de postes et de l'élimination des postes qui n'étaient pas nécessaires (3,6 millions de dollars).
- Centralisation des services :** Voici certains des projets : centralisation des services communs au sein de Service Nouveau-Brunswick (7,8 millions de dollars), consolidation des services de laboratoire (600 000 \$), centralisation des services du registre foncier (400 000 \$) et des services des ressources humaines (300 000 \$).
- Autre :** Voici certains des projets : fermetures de centre d'information aux visiteurs (195 000 \$) et application des lois sur les véhicules hors route (150 000 \$).

Compte rendu financier de 2017–2018

D'après l'information du deuxième trimestre, il y a un déficit projeté de 135,4 millions de dollars pour 2017–2018. Il s'agit d'une amélioration de 56,6 millions de dollars par rapport au déficit budgété de 191,9 millions de dollars.

Bilan financier du deuxième trimestre			
(en millions de dollars)	Budget de 2017–2018	Prévision du deuxième trimestre de 2017–2018	Écart par rapport au budget
Recettes	9 188,7	9 211,1	22,5
Charges	9 380,6	9 346,5	(34,1)
Excédent (Déficit)	(191,9)	(135,4)	56,6

Selon les prévisions, la dette nette augmentera de 298 millions de dollars, soit une amélioration de 64,1 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires. Elle devrait atteindre 14,1 milliards de dollars d'ici le 31 mars 2018.

Recettes :

Les recettes dépassent de 22,5 millions de dollars les prévisions budgétaires. Les écarts importants sont notamment les suivants :

- Les recettes tirées de l'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 55,6 millions de dollars en raison des prévisions nationales relatives au revenu imposable des sociétés, sur lesquelles les paiements sont calculés.
- Les recettes diverses sont en hausse de 38,7 millions de dollars, surtout à cause des recouvrements associés à la TVH, de l'augmentation des recettes des régies régionales de la santé et d'autres comptes divers dans les ministères.
- Les subventions conditionnelles ont augmenté de 6,3 millions de dollars en raison de recouvrements plus élevés que prévu au titre des programmes d'emploi fédéraux et du Cadre multilatéral d'apprentissage et de garde des jeunes enfants.
- Des hausses de 5,1 millions de dollars ont été enregistrées au titre des licences et permis, principalement en raison des recettes accrues prévues par la *Loi sur les véhicules à moteur*.
- Les ventes de biens et de services affichent une hausse de 4,2 millions de dollars attribuable surtout aux redevances au titre du recouvrement plus élevées que prévu du ministère de la Santé et aux recettes accrues des régies régionales de la santé, contrebalancées par divers autres comptes dans les ministères.
- Les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 50 millions de dollars en considération du rendement plus faible que prévu des données d'évaluation de 2016, rendement qui se répercutera sur l'année précédente et sur l'assiette prévue.
- Comme la Société d'Énergie du Nouveau-Brunswick et la Société des alcools du Nouveau-Brunswick prévoient un bénéfice net plus faible, le rendement des investissements accuse un recul de 28,8 millions de dollars. La Société d'Énergie du Nouveau-Brunswick prévoit que son bénéfice net diminuera de 22 millions de dollars, surtout en raison de faibles niveaux d'eau pour la production d'hydroélectricité. La Société des alcools du Nouveau-Brunswick prévoit pour sa part que la réduction du prix de certaines bières réduira son bénéfice net de 5,5 millions de dollars.
- Les recettes de l'impôt foncier provincial ont enregistré une baisse de 5 millions de dollars en raison de l'assiette fiscale moins élevée que prévu.
- Les recettes provenant de la taxe sur le tabac sont en baisse de 4 millions de dollars en raison de volumes de vente moins élevés que prévu.

Charges :

Selon les prévisions, le total des dépenses sera inférieur de 34,1 millions de dollars au montant prévu dans le budget. Les écarts importants sont notamment les suivants :

- Les charges du gouvernement général sont inférieures de 26,8 millions de dollars aux prévisions budgétaires, principalement en raison des dépenses moins élevées que prévu visant l'allocation de retraite.
- Les charges inscrites au compte de capital sont inférieures de 20,2 millions de dollars aux prévisions budgétaires, principalement en raison des dépenses plus faibles de la Société de développement régional et du ministère des Transports et de l'Infrastructure.
- Le service de la dette publique est inférieur de 10 millions de dollars aux prévisions budgétaires en raison de charges d'intérêt débiteur à court terme moins élevées que prévu.
- Les comptes à but spécial sont inférieurs de 7,8 millions de dollars aux prévisions budgétaires. Cet écart est surtout attribuable aux dépenses plus faibles du ministère du Développement social, et du ministère de la Justice et de la Sécurité publique.
- Les dépenses du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance sont inférieures de 1,6 million de dollars au montant inscrit au budget, compte tenu des coûts plus faibles des districts scolaires.
- Le ministère de la Justice et de la Sécurité publique assume des charges supplémentaires de 1,9 million de dollars par rapport aux prévisions budgétaires. Elles sont surtout attribuables aux dépenses supplémentaires engagées au titre du Programme d'aide financière en cas de catastrophe après la tempête de verglas de 2017. Ces charges sont compensées en partie par des recouvrements accrus auprès du gouvernement fédéral.
- Le ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux assume des charges supplémentaires de 3,7 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires, surtout en raison des dépenses imprévues associées aux ajustements de l'impôt foncier des municipalités et des communautés rurales.
- Le ministère du Développement de l'énergie et des ressources assume des charges supplémentaires de 6 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires, principalement en raison de l'achat de données cartographiques LiDAR, de l'augmentation des paiements de redevance versés aux Premières Nations et de la hausse des coûts associés à l'extinction des incendies. Des recettes supplémentaires compensent partiellement ces dépenses.
- Le ministère de la Santé assume des charges supplémentaires de 7,4 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires, principalement en raison des charges plus élevées que prévu au titre du régime d'assurance-maladie, charges qui sont en partie compensées par les dépenses plus basses que prévu au titre d'autres programmes.
- Le ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail assume des charges supplémentaires de 8,5 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires. Ces charges sont principalement attribuables aux dépenses supplémentaires des programmes d'emploi résultant d'une augmentation prévue du financement du gouvernement fédéral.
- Le ministère du Développement social assume des charges supplémentaires de 14,9 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires. Elles sont dues surtout à l'augmentation des coûts du programme des services de logement (en partie compensés par des charges plus faibles inscrites au compte à but spécial) et aux dépenses accrues au titre des programmes de soutien aux personnes handicapées et de services des foyers de soins.

PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
COMPTE RENDU FINANCIER
Milliers
\$

	2017–2018 Budget	2017–2018 Prévisions du 1^{er} trimestre	2017–2018 Prévisions du 2^e trimestre	Écart par rapport au budget
Recettes				
Compte ordinaire.....	8 749 709	8 760 265	8 773 749	24 040
Compte de capital.....	34 663	33 438	31 633	(3 030)
Compte à but spécial.....	79 505	79 566	78 858	(647)
Organismes de services spéciaux.....	135 916	137 123	138 003	2 087
Gains du fonds d'amortissement.....	188 900	188 900	188 900	0
Recettes totales.....	9 188 693	9 199 292	9 211 143	22 450
Charges				
Compte ordinaire.....	8 523 323	8 512 725	8 522 173	(1 150)
Compte de capital.....	163 698	159 300	143 443	(20 255)
Compte à but spécial.....	94 666	86 129	86 813	(7 853)
Organismes de services spéciaux.....	138 149	139 430	135 434	(2 715)
Amortissement d'immobilisations corporelles.....	460 802	457 807	458 649	(2 153)
Charges totales.....	9 380 638	9 355 391	9 346 512	(34 126)
Excédent (Déficit).....	(191 945)	(156 099)	(135 369)	56 576

L'ÉVOLUTION DE LA DETTE NETTE

Milliers

\$

	2017–2018 Budget	2017–2018 Prévisions du 1 ^{er} trimestre	2017–2018 Prévisions du 2 ^e trimestre	Écart par rapport au budget
Dettes nettes - Début de l'exercice.....	(13 997 406)	(13 997 406)	(13 826 996)	170 410
Changements durant l'exercice				
Excédent (Déficit).....	(191 945)	(156 099)	(135 369)	56 576
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(630 925)	(627 304)	(621 237)	9 688
Amortissement d'immobilisations corporelles.....	<u>460 802</u>	<u>457 807</u>	<u>458 649</u>	<u>(2 153)</u>
(Augmentation) Diminution de la dette nette.....	(362 068)	(325 596)	(297 957)	64 111
Dettes nettes - Fin de l'exercice.....	<u>(14 359 474)</u>	<u>(14 323 002)</u>	<u>(14 124 953)</u>	<u>234 521</u>

Au deuxième trimestre, la dette nette au début de l'exercice a été mise à jour afin de tenir compte de la dette nette en fin d'exercice qui a été publiée dans les états financiers consolidés de 2016-2017 (Comptes publics - Volume I).

ANNEXE A

RECETTES AU COMPTE ORDINAIRE SELON LA PROVENANCE

Milliers

\$

	2017-2018 Budget	2017-2018 Prévisions du 1 ^{er} trimestre	2017-2018 Prévisions du 2 ^e trimestre	Écart par rapport au budget
Taxes et impôts				
Impôt sur le revenu des particuliers.....	1 681 000	1 681 000	1 631 000	(50 000)
Impôt sur le revenu des corporations.....	334 400	340 000	390 000	55 600
Taxe sur les minéraux métalliques.....	1 000	1 900	1 900	900
Impôt foncier provincial.....	515 000	510 000	510 000	(5 000)
Taxe de vente harmonisée : déduction faite du crédit..	1 418 600	1 418 600	1 418 600	0
Taxe sur l'essence et les carburants.....	286 000	286 000	286 000	0
Taxe sur le tabac.....	164 000	160 000	160 000	(4 000)
Taxe sur le pari mutuel.....	420	420	420	0
Taxe sur les primes d'assurance.....	55 600	55 600	55 600	0
Taxe sur le transfert de biens réels.....	23 000	25 000	25 000	2 000
Taxe sur le capital des corporations financières.....	27 000	27 000	27 000	0
Pénalités et intérêts.....	13 000	12 000	12 000	(1 000)
Total partiel - taxes et impôts.....	4 519 020	4 517 520	4 517 520	(1 500)
Produits de placements.....	282 686	272 718	253 919	(28 767)
Licences et permis.....	151 838	155 139	156 913	5 075
Vente de biens et services.....	432 158	432 844	436 355	4 197
Recettes des loteries et des jeux.....	152 457	155 816	155 816	3 359
Redevances.....	70 280	69 730	69 730	(550)
Amendes et intérêts de pénalités.....	8 215	8 315	7 519	(696)
Recettes diverses.....	82 379	99 058	121 071	38 692
Total - recettes de provenance interne.....	5 699 033	5 711 140	5 718 843	19 810
Subventions inconditionnelles – Canada				
Paiements de péréquation.....	1 760 300	1 760 300	1 760 300	0
Transfert canadien en matière de santé.....	768 400	768 400	770 500	2 100
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	284 400	284 400	285 100	700
Autres.....	1 866	1 866	1 866	0
Total partiel - subventions inconditionnelles – Canada.....	2 814 966	2 814 966	2 817 766	2 800
Subventions conditionnelles – Canada.....	246 938	250 940	253 211	6 273
Total - subventions du Canada.....	3 061 904	3 065 906	3 070 977	9 073
Total partiel.....	8 760 937	8 777 046	8 789 820	28 883
Opérations intercomptes.....	(11 228)	(16 781)	(16 071)	(4 843)
Recettes au compte ordinaire.....	8 749 709	8 760 265	8 773 749	24 040

ANNEXE B

CHARGES AU COMPTE ORDINAIRE

Milliers

\$

	2017-2018 Budget	2017-2018 Prévisions du 1 ^{er} trimestre	2017-2018 Prévisions du 2 ^e trimestre	Écart par rapport au budget	%
MINISTÈRE					
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	33 532	33 285	33 285	(247)	-0,7 %
Assemblée législative.....	21 696	21 897	22 563	867	4,0 %
Autres organismes.....	369 188	368 007	371 135	1 947	0,5 %
Bureau du Conseil exécutif.....	11 938	11 938	11 938	0	0,0 %
Cabinet du premier ministre.....	1 598	1 598	1 598	0	0,0 %
Cabinet du procureur général.....	18 293	18 293	18 293	0	0,0 %
Conseil du trésor.....	16 417	16 417	16 167	(250)	-1,5 %
Développement de l'énergie et des ressources.....	102 422	105 490	108 434	6 012	5,9 %
Développement social.....	1 168 418	1 178 168	1 183 294	14 876	1,3 %
Éducation et Développement de la petite enfance....	1 188 434	1 188 434	1 186 850	(1 584)	-0,1 %
Éducation postsecondaire, Formation et Travail.....	619 639	625 656	628 166	8 527	1,4 %
Environnement et Gouvernements locaux.....	140 298	140 298	143 980	3 682	2,6 %
Finances.....	10 514	10 514	10 514	0	0,0 %
Gouvernement général.....	792 395	762 007	765 550	(26 845)	-3,4 %
Justice et Sécurité publique.....	228 581	234 565	230 432	1 851	0,8 %
Opportunités Nouveau-Brunswick.....	45 421	45 341	45 215	(206)	-0,5 %
Santé.....	2 657 185	2 668 565	2 664 626	7 441	0,3 %
Service de la dette publique.....	701 000	691 000	691 000	(10 000)	-1,4 %
Société de développement régional.....	64 355	64 355	64 355	0	0,0 %
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	60 184	60 184	60 359	175	0,3 %
Transports et Infrastructure.....	302 109	302 699	302 109	0	0,0 %
Total partiel.....	8 553 617	8 548 711	8 559 863	6 246	0,1 %
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(19 066)	(19 205)	(19 019)	47	-0,2 %
Opérations intercomptes.....	(11 228)	(16 781)	(18 671)	(7 443)	66,3 %
Charges au compte ordinaire.....	8 523 323	8 512 725	8 522 173	(1 150)	0,0 %

ANNEXE C

DÉPENSES EN CAPITAL

Milliers

\$

	2017–2018 Budget	2017–2018 Prévisions du 1 ^{er} trimestre	2017–2018 Prévisions du 2 ^e trimestre	Écart par rapport au budget
Investissements en capital ordinaires				
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	100	100	100	0
Assemblée législative.....	450	450	450	0
Développement de l'énergie et des ressources.....	2 900	1 650	1 200	(1 700)
Développement social.....	5 200	5 200	4 000	(1 200)
Éducation et Développement de la petite enfance.....	43 067	46 240	45 861	2 794
Éducation postsecondaire, Formation et Travail.....	5 695	5 706	5 695	0
Justice et Sécurité publique.....	114	114	114	0
Santé.....	95 808	95 599	92 170	(3 638)
Société de développement régional.....	14 100	14 100	14 100	0
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	3 920	3 920	3 920	0
Transports et Infrastructure.....	394 837	392 019	395 391	554
Investissements en capital ordinaires.....	566 191	565 098	563 001	(3 190)
Initiative en matière d'infrastructure stratégique				
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	500	500	500	0
Éducation et Développement de la petite enfance.....	40 540	38 047	37 628	(2 912)
Santé.....	13 883	8 261	1 700	(12 183)
Société de développement régional.....	78 370	74 115	63 370	(15 000)
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	6 650	6 650	6 650	0
Transports et Infrastructure.....	19 275	24 525	24 806	5 531
Projets visant les améliorations écoénergétiques et l'énergie renouvelable.....	20 250	20 250	20 250	0
Initiative en matière d'infrastructure stratégique.....	179 468	172 348	154 904	(24 564)
Recouvrements.....	29 898	29 953	27 756	(2 142)
Total - Dépenses en capital.....	775 557	767 399	745 661	(29 896)
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(611 859)	(608 099)	(602 218)	9 641
Dépenses au compte de capital.....	163 698	159 300	143 443	(20 255)